



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



direction
générale
de l'Aviation
civile

Collecte et traitement des déchets pour les différents sites de la DGAC

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
LOT 2 SIR EST**

Numéro de consultation : 2025SG01

Procédure de passation : Marché de services passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-2 (1°) et R.2161-2 à 5 du code de la commande publique.

Table des matières

| | |
|--|----------|
| Article 1 – PRESTATIONS ATTENDUES | 3 |
| Article 2 – LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS..... | 3 |
| Article 3 – MISE A DISPOSITION DES MATERIELS DE COLLECTE | 3 |
| 3.1. Dispositions générales | 3 |
| 3.2. Entretien des matériels de collecte | 3 |
| 3.3. Reprise des matériels en fin de contrat | 4 |
| Article 4 – MESURES PARTICULIERES DE SECURITE ET DE SURETE POUR L'ACCES AU SITE | 4 |
| Article 5 – FREQUENCES DES COLLECTES | 4 |
| Article 6 – LIVRAISON DES MATERIELS DE COLLECTE | 6 |
| Article 7 – ORGANISATION DE L'ENLEVEMENT DES DECHETS | 6 |
| Article 8 – PRESTATIONS PONCTUELLES A LA DEMANDE | 6 |
| Article 9 – TRAÇABILITE DES DECHETS | 6 |
| 9.1. Documents de traçabilité | 6 |
| 9.2. Documents de reporting..... | 7 |
| 9.3. Récapitulatif des documents de traçabilité et de reporting | 7 |

Article 1 – PRESTATIONS ATTENDUES

Le titulaire assure les prestations suivantes :

- la mise à disposition de la DGAC en location, pour toute la durée du marché, des matériels de collecte demandés ;
- la collecte et le transport vers les centres de traitement des déchets aux fréquences prescrites dans le présent CCTP;
- le traitement (élimination ou valorisation) selon leurs catégories dans le respect de la réglementation en vigueur).

Ces prestations sont assurées de manière régulière ou ponctuelle à la demande de l'acheteur.

Article 2 – LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations se réalisent dans les locaux du titulaire et sur le site du CRNA-EST, 2 rue Alberto Santos Dumont, 51100 Reims.

Article 3 – MISE A DISPOSITION DES MATERIELS DE COLLECTE

3.1. Dispositions générales

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire met à disposition les matériels nécessaires (conteneurs, bennes ou bacs), conformes à la réglementation en vigueur et adaptés au type de déchet.

Le titulaire met en place des matériels similaires ou équivalents à ceux déjà en place, notamment en termes de couleurs, afin de conserver le geste de tri acquis par les bénéficiaires.

Chaque matériel mis à disposition par le titulaire est assorti d'un marquage de couleur, pictogrammes, inscriptions claires indiquant la typologie de déchets auxquels il est destiné.

Le titulaire met à disposition a minima 25% de conteneurs, bennes ou bacs constitués de matières recyclées et 10% issus du réemploi ou de la réutilisation.

Le nombre et la capacité des matériels souhaités sont précisés à l'article 4 du présent CCTP et dans l'annexe financière.

Tout au long de l'accord-cadre, l'acheteur peut demander la mise en place de matériels supplémentaires. Le titulaire s'engage à respecter le délai maximum de mise en place indiqué à l'article 6 du présent CCP.

L'enlèvement, et le traitement des déchets afférents, se feront aux conditions définies dans le présent CCTP et aux tarifs indiqués dans l'annexe financière.

3.2. Entretien des matériels de collecte

Le titulaire est responsable de l'entretien, du contrôle et de l'intégrité de l'ensemble des matériels qu'il affecte à l'exécution des prestations.

Le lavage et la désinfection des matériels de collecte seront réalisés par le titulaire selon la périodicité qu'il jugera adaptée pour maintenir les collecteurs et les abords immédiats propres. Il nettoie les conteneurs conformément aux règles d'hygiène en vigueur et utilise des produits nettoyants disposant d'un écolabel de type 1 (écolabel européen, Nature & Progrès, Ecocert, ou équivalent).

Concernant les matériels qu'il met en place, le titulaire doit toujours proposer un matériel adapté à la nature du déchet, propre et en parfait état de fonctionnement.

Il est tenu de le remplacer, dans un délai de 48h maximum, à réception du constat de défectuosité, à ses frais. En cas de non-respect du délai de remplacement de matériel détérioré, le titulaire encourt des pénalités conformément à l'article 15 du CCAP.

Si le remplacement nécessite un délai plus long (commande), le titulaire mettra en place, à ses frais, une solution palliative conforme à la réglementation en vigueur.

Dans le cas d'une fuite d'un matériel de collecte, susceptible de mettre en danger les personnes et/ou l'environnement, sur demande de l'acheteur, le titulaire devra intervenir sans délai en jours ouvrables ou non ouvrables, pour effectuer la mise en sécurité du lieu et du matériel et procéder à son enlèvement ainsi qu'à son remplacement et au besoin procéder à la dépollution ou à la décontamination de l'aire de stockage.

3.3. Reprise des matériels en fin de contrat

Le titulaire s'engage à retirer tous les matériels lui appartenant dans les 8 jours ouvrables maximum suivant la fin de l'accord-cadre.

Dans le cas où des déchets seraient présents dans les contenants après la fin de l'accord-cadre, leur coût de traitement est à la charge de l'acheteur aux conditions de prix de l'annexe financière.

Article 4 – MESURES PARTICULIERES DE SECURITE ET DE SURETE POUR L'ACCES AU SITE

Le CRNA Est assure le contrôle en route des avions sur le quart nord-est de la France. Ce site fonctionne 24h/24 et 7j/, concoure à la sécurité et à la régularité du trafic aérien, par conséquent, la qualité et la disponibilité des prestations doivent être assurées en permanence.

Du fait de ses responsabilités en matière de sécurité du trafic aérien, le CRNA Est est soumis à des dispositions spécifiques en termes de sûreté, en particulier pour l'accès aux installations. L'accès au centre est interdit à toute personne n'ayant pas fait l'objet, au préalable, d'une autorisation d'accès. L'accès et le déplacement à l'intérieur du centre sont conditionnés au port apparent du badge.

Le titulaire devra fournir au CRNA Est un dossier de demande d'habilitation sûreté par agent qui assurera l'exécution des prestations. Tout agent non habilité se verra refuser l'accès au site.

Article 5 – FREQUENCES DES COLLECTES

Le titulaire assure la collecte, le transport et le traitement des déchets produits sur le site du CRNA Est selon la fréquence, le jour, le créneau horaire et met à disposition de l'acheteur le matériel de collecte indiqués ci-après :

| Nature des déchets | Conditionnement | Fréquence de collecte | Implantation |
|--|--|--|--|
| Déchets industriels banal – DIB (déchets de bureau et déchets ménagers autre que biodéchets) | 1 conteneur fermé roulant capacité 3m3 1 conteneur fermé roulant capacité 7m3 | 2 fois par semaine (mardi et vendredi) | - Conteneur de 3 m3 au niveau des cuisines du restaurant collectif |

| | | | |
|---|--|---|---|
| | | | - Conteneur de 7m3 au niveau du parking des personnels |
| Cartons/papiers | 2 conteneurs fermés roulants capacité 7 m3 | 1 fois par semaine (le lundi) | - Parking des personnels - Cour de service |
| Biodéchets | 1 conteneur fermé roulant capacité 10m3 | - D'octobre à mars : 1 fois par semaine (le jeudi) - D'avril à septembre 2 fois par semaine (le lundi et le jeudi) | Cuisines du restaurant collectif |
| Gobelets et bouteilles plastiques | 1 conteneur fermé roulant capacité 7 m3 | A la demande | Parking des personnels |
| Verre | 1 conteneur fermé roulant capacité 7 m3 | A la demande | Parking des personnels |
| Canettes et ferrailles | 1 conteneur fermé roulant capacité 7 m3 | A la demande | Parking des personnels |
| Tous types de déchets (bois, gravas etc.) | 1 conteneur ouvert roulant capacité 10m3 | A la demande | Cour de service |
| Piles usagées | 1 fût capacité 200 litres | A la demande | Magasin général |
| Déchets médicaux | 1 conteneur fermé roulant capacité 50 litres | A la demande | Service médical |
| Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) | 3 bacs fermés roulant capacité 200 litres | A la demande | - 2 bacs au niveau du magasin général - 1 bac au niveau de l'atelier IG |
| Déchets dangereux | 1 bac fermé roulant capacité 1m3 | A la demande | Cour de service |
| Option : bornes à mégots de cigarettes | 14 bornes capacité 10 000 mégots | 1 fois tous les 4 mois | Terrasse du restaurant, abri fumeurs, extérieur des cuisines du restaurant, entrée des personnels, entrée de la cour de service, extérieur de la cuisine CE, patio de la salle de contrôle, patio de la supervision technique, BGTA, extérieur des locaux modulaires, bâtiment DDE, local associatif. |

Les prestations de collecte régulière et la mise à disposition du matériel de collecte correspondant sont forfaitaires.

Des prestations ponctuelles peuvent, par ailleurs, être demandées et font l'objet d'un bon de commande.

Article 6 – LIVRAISON DES MATERIELS DE COLLECTE

La livraison du matériel de collecte, son installation et sa mise en état de fonctionnement sont effectuées par le titulaire, dans l'espace réservé à cet effet (indiqué dans le tableau supra) impérativement dans **un délai de 48h ouvrées suivant la notification du marché.**

Article 7 – ORGANISATION DE L'ENLEVEMENT DES DECHETS

Les interventions du titulaire se font toujours en présence d'un agent désigné par la DGAC.

Le titulaire du marché devra effectuer la collecte des déchets au niveau de chacun des conteneurs implantés sur le site (parking des personnels, cour de service, cuisines du restaurant). Chaque retrait fera l'objet d'un bon de retrait sur lequel devra figurer : la date et l'heure de passage, le nom du conducteur, la catégorie de déchets pris en charge.

L'emplacement des points de collecte est communiqué au titulaire par la division logistique du SIR Est après la notification du marché.

Le titulaire collecte les déchets selon la fréquence, le jour le créneau horaire indiqués dans le tableau ci-dessus.

Toute collecte de déchets donne lieu à la remise, le jour de l'enlèvement, à l'agent de la division logistique d'un bordereau de passage.

Article 8 – PRESTATIONS PONCTUELLES A LA DEMANDE

Les prestations dites « à la demande » sont à l'initiative de l'acheteur et sont listés dans les bordereaux des prix unitaires. Ils font l'objet de bons de commande. Ils pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public

La collecte à la demande est déclenchée sur appel téléphonique de la Division logistique du SIR Est, confirmé par un email. Le titulaire doit assurer la prestation dans un délai de **48 heures ouvrées** suivant la réception de la demande.

En cas de non-respect de ce délai d'exécution le titulaire s'expose à des pénalités conformément à l'article 15 du CCAP.

Article 9 – TRAÇABILITE DES DECHETS

9.1. Documents de traçabilité

Le titulaire est tenu de produire les justificatifs permettant de garantir la traçabilité du traitement des déchets collectés et la conformité de ce traitement aux exigences réglementaires.

Ainsi toute collecte donne lieu à la transmission des documents suivants :

- Un bordereau de suivi de déchets (BSD) numéroté indiquant *a minima* :
 - la nature des déchets transportés (avec le code nomenclature) ;
 - la quantités (poids et volume) des déchets transportés ;
 - la date et l'heure d'enlèvement ;
 - le site concerné ;
 - le nom et l'adresse du transporteur de déchets ;
 - le nom et l'adresse de leur destination ;
 - la qualification du traitement final.

La dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets dangereux, polluants organiques persistants devra être assurée uniquement via l'outil numérique gratuit « TRACKDECHETS » (<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>).

➤ Un bon de pesée numéroté indiquant *a minima* :

- Le numéro du BSD associé
- Le site concerné ;
- La nature des déchets pesés ;
- Le poids net de déchets pesés.

Les BSD et les bons de pesée pour le mois N sont remis, **au plus tard un mois après l'enlèvement**, à la division logistique du SIR Est par mail aux adresses suivantes thierry.drothiere@aviation-civile.gouv.fr et valerie.belamy@aviation-civile.gouv.fr.

9.2. Documents de *reporting*

Le titulaire fournit à l'acheteur par mail aux adresses indiquées ci-dessus les documents de *reporting* suivants :

- **Un état mensuel** récapitulatif, avant le 10 du mois pour le mois précédent, indiquant :
 - dates de collecte, de transport, de traitement ;
 - nature des déchets sortants ;
 - quantité de déchets sortant (poids et volume) pesée ;
 - origine : lieu de production concerné ;
 - nom et adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié (centre de traitement ou de valorisation) ;
 - nom et adresse du transporteur qui prend en charge le déchet ;
 - numéro du BSD ;
 - qualification du traitement final :
 - * réemploi / réutilisation ;
 - * recyclage ;
 - * valorisation énergétique ;
 - * élimination.
- Dans un délai d'un mois après la date anniversaire de notification du marché, **une synthèse annuelle** précisant :
 - dates de collecte, de transport, de traitement ;
 - nature des déchets sortants ;
 - quantité de déchets sortant (poids et volume) pesée ;
 - origine : lieu de production concerné ;
 - nom et adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié (centre de traitement ou de valorisation) ;
 - nom et adresse du transporteur qui prend en charge le déchet ;
 - numéro du BSD ;
 - qualification du traitement final :
 - * réemploi / réutilisation ;

- * recyclage ;
- * valorisation énergétique ;
- * élimination.
- répartition en pourcentage des flux de déchets par traitement final

9.3. Récapitulatif des documents de traçabilité et de *reporting*

| Etat récapitulatif | Fréquence de transmission | Echéance de transmission |
|--|---------------------------|--|
| Bordereau de passage | À chaque passage | Le jour du passage |
| Documents de traçabilité et de <i>reporting</i> | | |
| Bordereau de suivi de déchets (BSD) | Mensuelle | Au plus tard un mois après l'enlèvement |
| Bon de pesée | Mensuelle | Au plus tard un mois après l'enlèvement |
| État mensuel | Mensuelle | Avant le 10 du mois pour le mois précédent |
| Synthèse annuelle | Annuelle | Un mois après la date anniversaire du marché |

L'absence ou le retard dans la transmission des documents de traçabilité et de *reporting* pourra donner lieu à l'application de pénalités conformément à l'article 15 du CCAP.